

8 février 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à son arrivée à l'aéroport de Gillot à La Réunion, lundi 8 février 1988.

Mesdames,

- Messieurs,

- Chers amis,

- Je suis heureux de vous rencontrer ce matin. J'étais venu, il y a quelques années, trop d'années, et je ne voulais pas que cette période de ma vie, et de mes responsabilités, s'achève sans venir ici même, vous entendre, vous voir et débattre avec les responsables de la situation des réunionnais et de l'avenir de la Réunion. Je suis heureux aussi que vous soyez venus si nombreux. C'est une bonne occasion pour le Président de la République française que de rencontrer cette population vivante, et dont les besoins sont réels. Cela fait déjà quelques 300 ans que les Réunionnais connaissent des sorts divers. Depuis la dernière guerre, la Réunion a été profondément transformée récemment à partir de 1981 - 1982 par les lois de la décentralisation, les Réunionnais ont été appelés à décider eux-mêmes, dans les domaines importants, de leur sort. Et, cependant, il ne serait pas concevable qu'ils vivent, en dépit des distances, éloignés ou séparés de la métropole.

- Je vous vois là, tels que vous êtes, à la fois dans votre diversité, et dans votre unité. Votre diversité, c'est l'histoire de l'île qui en répond, les apports successifs, apparemment si peu homogènes. Et pourtant aujourd'hui, vous représentez un peuple, animé le plus souvent par les mêmes idéaux et partagé par les mêmes besoins. Nous avons trop peu souvent le moyen d'échanger nos vues.

- Je profiterai autant que je pourrais de ces deux journées, ici même, et un peu partout dans votre île, pour vous entendre et mieux comprendre ce que vous demandez, ce que vous espérez, ce que vous êtes en droit d'attendre de la communauté nationale.

Je vois ici et là, beaucoup d'appels. D'abord la bienvenue, et j'en suis touché, et je vous en remercie, la bienvenue des Réunionnais, car il y a des liens qui ne peuvent être brisés et ceux qui m'attachent à vous, mesdames et messieurs, chers amis, sont des liens très forts. Mais, ce que vous souhaitez, il est aisé de le comprendre, et si je ne l'avais pas compris, je le saisisrais aussitôt à la lecture de différents panneaux ou pancartes que vous offrez dès ma descente d'avion à ma vue, c'est : justice, égalité, progrès.

- Le progrès, c'est toujours une affaire de longue haleine. Le progrès dépend du développement économique, social et culturel. Mais ce développement, s'il dépend d'abord de vous-mêmes, dépend aussi de celles et ceux qui font partie de notre communauté nationale, de même que votre progrès, il se trouve désormais lié au devenir de cette partie de l'Océan indien, comme au devenir de l'Europe. Que de problèmes vous sont posés ! Et il faut que les conditions soient réunies de votre progrès, si l'on ne veut pas aboutir à l'oubli et à l'écrasement des habitants de la Réunion. Vous avez devant vous l'ouverture de l'histoire et encore faut-il être outillé pour aborder cette nouvelle période qui vous fait citoyens au-delà de la France, de l'un des plus vastes ensembles du monde. Mais ce développement ne sera possible que sur place, par les investissements, les conditions de la production et que si les produits de l'île sont valorisés, que s'ils cessent d'être constamment dominés par les apports venus de l'extérieur.

- Je sais le nombre des chômeurs et plus encore leur proportion, qui dépasse tout autre et qui marque bien la détresse d'une grande partie de la jeunesse et d'autres aussi, adultes, qui se

marque bien la détresse d'une grande partie de la jeunesse et d'autres aussi, adultes, qui se trouvent affrontés aux pires conditions d'existence. C'est par cela qu'il faut commencer, c'est par cela qu'on a commencé, quelles que soient les années de références, aussi bien avec la décentralisation, c'est-à-dire la responsabilité des Réunionnais, qu'avec les contrats de plan, instruments trop modestes encore, mais instruments nécessaires de la prospérité future.

- Mais au-delà de cela, encore faut-il que si nous parvenons ensemble à dominer la crise dont vous souffrez ici plus qu'ailleurs, si nous ne voulons pas que la Réunion soit victime - au lieu d'en profiter - de l'ouverture de la France à l'Europe, il faut alors que les profits du travail en commun soient justement, j'allais dire plus justement, répartis : c'est-à-dire qu'il y ait plus encore d'égalité et de justice.\

L'égalité, elle est écrite dans tous nos textes, elle figure sur les frontons des bâtiments publics. L'égalité, depuis la grande Révolution française, c'est l'un des apports majeurs de la France à la société universelle. Mais qu'en est-il dans la réalité ? N'a-t-on pas encore, dans bien des domaines, un effort historique à faire pour que l'égalité soit vécue et ressentie au fond même de notre peuple, si le mouvement du temps où nous vivons est malheureusement d'accroître les inégalités entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres ?

- Si malheureusement l'on observe une inégalité grandissante entre les groupes sociaux et dans la redistribution du revenu national, encore faut-il avoir la résolution d'aménager les années futures en conquérant pas à pas cette égalité nécessaire, forcément assortie d'une liberté plus grande. Il faut que les espaces de liberté s'accroissent dans tous les domaines où vivent et travaillent les hommes, les femmes, les enfants : que chacune, que chacun d'entre vous se sente en France justement traité, justement rétribué et mis en mesure de produire justement.

- Je viens ici lancer un appel à la fraternité, à l'unité, à l'égalité, à la justice. On me dira : ce sont des mots, dont j'ai dit qu'ils étaient employés depuis trop longtemps pour que certains ne cessent pas d'y croire. Eh bien ! Mesdames et messieurs et chers amis, j'y crois de toute mon âme. Il n'y a pas de justification d'une action politique sans qu'au terme de celle-ci apparaissent mieux encore des chances d'égalité et de justice et d'autres diraient des chances de bonheur plus grand pour les individus, les familles, pour la collectivité que vous êtes et qui a bien le droit de vivre à condition d'en avoir les moyens. Eh bien, ces moyens là, ils dépendent de nous, de vous, de vos responsables, des agents principaux de votre développement, de vos élus, mais aussi de nous tous, là-bas en métropole. Il est parfois difficile de songer avec la constance et l'ardeur nécessaires à ces populations si lointaines, dont les modes de vie sont souvent différents. Il faut peu à peu conquérir les droits sociaux, les droits à l'égalité sociale que reconnaissent nos lois à quiconque en relève.\

Mais nous aurons le temps et l'occasion, même pendant un bref voyage dans les différentes communes et par les rencontres que j'aurai avec vous et vos représentants, nous aurons le temps d'approfondir le contenu de ces propos de bienvenue. Merci à vous mesdames et messieurs, merci à vous chers amis, pour avoir bien voulu accueillir comme vous le faites le Président de la République française. Unissons nos efforts, nos volontés et nos capacités.

- Je souhaitais venir vous voir au mois de novembre dernier. Nous avons préféré échelonner les visites officielles, le déplacement du Premier ministre, Jacques Chirac, à la Réunion du 18 au 20 novembre 1987 et celle-ci a été reportée de novembre à février. Pardonnez ce retard, il était fait pour harmoniser la politique française - ce à quoi je m'efforce - avec le succès qu'on voit le refus du ministre des DOM TOM, Bernard Pons, d'accompagner le Président de la République`.

- Mesdames et messieurs, chers amis, je vous souhaite vraiment de gagner avec l'ensemble des Français, le droit de vivre qui est le nôtre, qui est le vôtre. J'y attacherai mes soins, et je veillerai, dans la mesure de mon pouvoir, à ce que la loi entre dans les faits, à ce que les faits, ceux de votre vie quotidienne, répondent aux principes contenus dans nos lois.

- Mesdames et messieurs, chers amis, bonne journée, longue et bonne vie. Je souhaite à tous le succès dans vos entreprises. Je me rends parfaitement compte de l'immensité de l'effort à produire et encore faut-il que nous soyons au coude à coude, que nous sentions que d'inutiles hiérarchies, des privilèges ne viennent pas s'interposer avec l'effort de tout un peuple vers la conquête de son bien-être.

- Mesdames, messieurs, chers amis,
- Vive la Réunion,
- Vive la République,
- Vive la France !\